

MATHIEU RIVAT

CES MAIRES QUI CHANGENT TOUT

LE GÉNIE CRÉATIF DES COMMUNES



CES MAIRES QUI CHANGENT TOUT

Ce livre est la mise en récit de l'initiative en matière écologique, sociale et démocratique des maires et de leur commune.

Six villes de tailles diverses, qui occupent des positions très différentes sur le territoire, ont été choisies. Deux sont des villages en territoire rural : Puy-Saint-André (Hautes-Alpes) et Trémargat (Côtes-d'Armor). Deux sont des petites villes en zone périurbaine : Loos-en-Gohelle (Nord) et Ungersheim (Haut-Rhin). Deux sont des métropoles : Paris et Grenoble (Isère).

Depuis quelques années, la paralysie institutionnelle des États, leur difficulté à engager des changements en profondeur, la défiance que les électeurs nourrissent à l'égard de leurs élus, fait réémerger un courant un peu oublié : le municipalisme.

La cité, l'endroit où nous vivons, ce que l'on appelle de plus en plus fréquemment "l'échelle locale", offrirait un espace où l'innovation sociale et écologique, où la pratique démocratique seraient plus faciles et plus efficaces. Le maire, ce personnage politique encore très populaire, serait plus digne de confiance que nos ministres, députés ou président...

À travers sa rencontre avec ces six maires, se dessinent les ressorts des dynamiques locales, des différences entre villages, villes et agglomérations et, surtout, l'espace des possibles. Partout, ces hommes et ces femmes, malgré les difficultés, transforment leurs territoires et, par contagion, leur pays, leur continent...

Mathieu Rivat travaille dans une Scop et conseille les comités d'entreprise. Parallèlement, il écrit de la fiction et des articles critiques. Membre de la revue Jef Klak, il participe aussi à la création d'une collection de fictions sur les enjeux écologiques aux éditions de l'Échiquier.

Dessin de couverture : © David Dellas, 2011

Illustration de couverture : Ambrogio Lorenzetti, *Effets du bon gouvernement*, Palais public de Sienne, 1337-1339

DOMAINE DU POSSIBLE

La crise profonde que connaissent nos sociétés est patente. Dérèglement écologique, exclusion sociale, exploitation sans limites des ressources naturelles, recherche acharnée et déshumanisante du profit, creusement des inégalités sont au cœur des problématiques contemporaines.

Or, partout dans le monde, des hommes et des femmes s'organisent autour d'initiatives originales et innovantes, en vue d'apporter des perspectives nouvelles pour l'avenir. Des solutions existent, des propositions inédites voient le jour aux quatre coins de la planète, souvent à une petite échelle, mais toujours dans le but d'initier un véritable mouvement de transformation des sociétés.

CES MAIRES QUI CHANGENT TOUT

Crédits de citation :
p. 234 : © Source : *L'Express*

Ouvrage publié sous la direction
de Cyril Dion

© Actes Sud, 2017
ISBN 978-2-330-08470-7
www.actes-sud.fr

MATHIEU RIVAT

CES MAIRES QUI CHANGENT TOUT

LE GÉNIE CRÉATIF DES COMMUNES

DOMAINE DU POSSIBLE
ACTES SUD | COLIBRIS

<u>INTRODUCTION</u>	<u>10</u>
<u>1. PRENDRE LA CLÉ DES CHAMPS</u>	<u>32</u>
<u>LES CAMPAGNES : DE NOUVEAUX ESPACES DE RÉSISTANCE</u>	<u>33</u>
<u>1. PUY-SAINT-ANDRÉ</u>	<u>38</u>
<i><u>La SEVE : une production d'énergies renouvelables, locale, citoyenne et publique</u></i>	<i><u>46</u></i>
<i><u>Collectiviser la gestion des déchets : un exemple d'efficacité économique et écologique</u></i>	<i><u>53</u></i>
<i><u>Le maire et le territoire : questions démocratiques et manières de faire</u></i>	<i><u>56</u></i>
<u>2. TRÉMARGAT</u>	<u>66</u>
<i><u>Créer du commun</u></i>	<i><u>69</u></i>
<i><u>Favoriser l'installation de jeunes paysans : au cœur du projet municipal</u></i>	<i><u>72</u></i>
<i><u>Vie démocratique à Trémargat</u></i>	<i><u>86</u></i>
<u>PUY-SAINT-ANDRÉ ET TRÉMARGAT : DEUX APPROCHES DE L'ACTION TERRITORIALE</u>	<u>96</u>
<u>2. SE RÉINVENTER UN DESTIN EN TERRITOIRE PÉRIURBAIN</u>	<u>102</u>
<u>L'ÉTALEMENT URBAIN : UN PHÉNOMÈNE INÉLUCTABLE ?</u>	<u>103</u>
<u>1. UNGERSHEIM</u>	<u>112</u>
<i><u>L'autonomie énergétique : sur les ruines de l'ancienne mine de potasse</u></i>	<i><u>121</u></i>
<i><u>L'autonomie alimentaire : des champs contre le béton</u></i>	<i><u>122</u></i>
<i><u>L'habitat groupé : rencontre avec des habitants de l'écohameau Le Champré</u></i>	<i><u>136</u></i>
<i><u>Le radis : les enjeux d'une monnaie locale</u></i>	<i><u>141</u></i>
<u>2. LOOS-EN-GOHELLE</u>	<u>145</u>
<i><u>Se réapproprier son histoire pour agir aujourd'hui et penser demain</u></i>	<i><u>150</u></i>
<i><u>Le défi de la participation citoyenne</u></i>	<i><u>154</u></i>
<i><u>Code source et cellules souches : comment changer d'échelle</u></i>	<i><u>162</u></i>
<i><u>Lutter contre la précarité énergétique par la rénovation écologique de l'habitat</u></i>	<i><u>167</u></i>
<u>CONCLUSION</u>	<u>175</u>
<u>3. EXPLORER LE DEVENIR MÉTROPOLITAIN</u>	<u>180</u>
<u>ÉCOLOGIE ET MÉTROPOLE : QUEL AVENIR COMMUN ?</u>	<u>181</u>
<u>1. GRENOBLE</u>	<u>186</u>
<i><u>Les dispositifs de démocratie participative à Grenoble</u></i>	<i><u>195</u></i>
<i><u>Jardin partagé et végétalisation de la ville : des micro-initiatives municipales pour se réapproprier l'espace public</u></i>	<i><u>206</u></i>

<i><u>Entretien avec Éric Piolle, maire de Grenoble</u></i>	<u>210</u>
<i><u>Les relations État/municipalités : l'exemple grenoblois</u></i>	<u>226</u>
<u>2. PARIS</u>	<u>232</u>
<i><u>Le Bois Dormoy : récit d'un jardin collectif en lutte</u></i>	<u>232</u>
<i><u>Pour une autre fabrique de la ville : entretien avec Constantin Petcou, Atelier d'architecture autogérée (AAA)</u></i>	<u>238</u>
<i><u>Quand les municipalités débordent du cadre</u></i>	<u>251</u>
<i><u>Entretien avec Anne Hidalgo, maire de Paris</u></i>	<u>257</u>
<u>CONCLUSION</u>	<u>270</u>
<i><u>La métropole : un échelon ambigu</u></i>	<u>270</u>
 <u>CONCLUSION GÉNÉRALE</u>	 <u>276</u>
<u>LE MUNICIPALISME LIBERTAIRE : POUR UNE SOCIÉTÉ ÉCOLOGIQUE OUVERTE</u>	<u>290</u>
<u>QUELLE PLACE POUR LES MUNICIPALITÉS DANS LE CHANGEMENT D'ÉCHELLE ?</u>	<u>309</u>
<u>LE CAS PARTICULIER DES MÉTROPOLES</u>	<u>317</u>

*Il faut couper la mèche qui brûle avant que
l'étincelle n'atteigne la dynamite.*

WALTER BENJAMIN,
Sens unique, traduit et préfacé
par Frédéric Joly, Payot, Paris,
coll. "Petite Bibliothèque Payot", 2013.

*L'homme est la nature prenant conscience
d'elle-même.*

ÉLISÉE RECLUS,
L'Homme et la Terre (1905),
éd. FM/La Découverte, 1982.

INTRODUCTION

L'échelle locale connaît un retour en grâce sous la forme du territoire. Citoyens et militants y trouvent un espace privilégié pour se réapproprier les questions majeures du XXI^e siècle : production agricole, autonomie alimentaire, autonomie énergétique, relocalisation de l'économie, etc.

On assiste ainsi à une reterritorialisation des enjeux après avoir longtemps cru à la disparition du concept même de territoire, tant il était lié au seul espace transcendant de l'État-nation. Marshall McLuhan¹ parlait déjà d'un village global avant que la numérisation n'accroisse encore chez certains le sentiment d'une dissolution de toutes réalités territoriales face à la multiplication des réseaux. La globalisation triomphante imposait ainsi une opposition entre le local et le global, avec la croyance qu'il suffisait de relocaliser pour lutter contre la mondialisation.

Or, si le territoire national est effectivement relativisé par toutes les nouvelles échelles de la mondialisation, les territoires au pluriel se multiplient par le développement de marchés transnationaux, mais aussi, à travers la constitution de territoires locaux. Certains se constituent en "zones à défendre" (ZAD) pour soustraire aux prétentions mercantiles et technocratiques de l'État et des multinationales ce qui reste de terres arables, de forêts et de zones humides. D'autres se rassemblent dans un village, une campagne abandonnée ou dans les interstices délaissés d'un quartier de grande ville pour constituer des espaces ouverts où s'inventent des pratiques collectives et un autre rapport au monde : jardins communautaires, monnaies locales, coopératives alimentaires, énergies citoyennes, etc.

1. Herbert Marshall McLuhan (21 juillet 1911-31 décembre 1980) est un intellectuel canadien. Professeur de littérature anglaise et théoricien de la communication, il est un des fondateurs des études contemporaines sur les médias. Il a notamment créé l'expression "village global" pour qualifier les effets de la mondialisation, des médias et des technologies de l'information et de la communication. Cette expression figure dans son ouvrage *Message et massage, un inventaire des effets*, Jean-Jacques Pauvert, Paris, 1968 (titre original : *The Medium is the Massage : An Inventory of Effects*, Bantam Books, New York, 1967).

Si les intensités politiques peuvent varier d'une zone à l'autre, toutes ces expériences revendiquent un attachement sensible au territoire : les odeurs d'humus d'une forêt, les parfums d'épices d'un repas de quartier, les discussions sous les frondaisons d'un arbre fruitier, les sentiers creusés par les passages répétés de telle ou telle bête... Et c'est précisément de cet attachement à ce qui les entoure que ces expériences tirent leur force de résistance. À un système technocratique qui aménage et homogénéise les espaces pour accélérer et fluidifier les flux marchands ; à un capitalisme "liquide" pour qui le territoire est une plateforme sur laquelle se brancher et se débrancher au gré des humeurs du marché, ces luttes territoriales, ces micro-espaces opposent un maillage d'un tout autre ordre. C'est un entrelacement de liens, la création de communs, l'émergence de nœuds qui font voir, à ceux qui veulent bien s'y intéresser, d'autres manières de produire, de cultiver, d'autres manières d'habiter un lieu et d'en prendre soin.

L'ancrage territorial de ces luttes et de ces alternatives permet ainsi de ralentir, voire bloquer, l'accélération d'un système à bout de souffle et de préserver les possibilités d'une transformation écologique et sociale. En ces lieux se déploient les prémices de mondes nouveaux qui viennent fragmenter les espaces désespérément unifiés par la métropolisation du territoire.

1. Expression utilisée par Zygmunt Bauman (1925-2017), sociologue, professeur émérite à l'université de Leeds. Il oppose les sociétés dites "solides", de l'ère industrielle, aux sociétés dites "liquides", qui caractériseraient notre époque de flux permanents, de mouvements perpétuels, de circulations incessantes, de ruptures et de discontinuités ; aussi parle-t-il d'"amour liquide" et de "vie liquide". Il distingue un capitalisme "solide" et un capitalisme "liquide". Le capitalisme est "liquide" en ceci qu'il ne veut pas s'enraciner, mais se déplacer au gré des opportunités du marché globalisé. Il est partout chez lui et nulle part. Il privilégie la main-d'œuvre "flottante", non salariée à vie, les stagiaires, les intérimaires, les précaires, qu'il gère comme ses stocks, en flux tendus. Il délocalise ses unités de production aussi facilement qu'il modifie ses placements. Le patron et les cadres dirigeants, à peine arrivés dans une société, songent déjà à d'autres affectation et destination.

À l'œuvre depuis trente ans, celle-ci a accouché de grands centres urbains et du mode de vie qui va avec. Connectées les unes aux autres par un maillage dense de réseaux de communication (TGV, autoroutes, aéroports, etc.), les villes françaises ont largement dépassé leurs anciens périmètres. Elles occupent désormais la moitié de l'espace national et concentrent les trois quarts de la population et des emplois¹. Leur attraction structure les territoires alentour en organisant des pulsations d'une heure à partir de leur centre : la grande majorité de la population y vient en journée et en repart le soir, majoritairement en voiture. Cette métropolisation amplifie les enjeux d'étalement urbain et de mobilité, et accroît les nuisances qui leur sont liées : pollution, engorgement, stress, etc. En moyenne, il faut plus d'une demi-heure aux Français, qu'ils soient au centre ou en périphérie des villes, pour se rendre à leur travail. Plus de 20 % mettent plus d'une heure².

Partout la même trilogie – infrastructures de transport, zones commerciales, lotissements – concourt à la rurbanisation la plus spectaculaire d'Europe : tous les dix ans, l'équivalent d'un département français disparaît sous le béton, le bitume, les panneaux, la tôle. La France compte ainsi 1 400 hypermarchés³, 8 000 supermarchés et, en 2015, 50 nouveaux centres commerciaux étaient en développement, portant leur nombre à 800 sur tout le territoire.

Concernant l'habitat, le rêve pavillonnaire a pris la relève de la politique des grands ensembles qui dura deux décennies et à laquelle la circulaire Guichard mit fin en 1973. 15 millions d'hectares ont ainsi été artificialisés en cinquante ans, l'équivalent de trois à quatre départements depuis le début des années 1990.

Pour permettre à la population de se rendre dans les centres des villes où elle travaille, et dans les grands centres commerciaux où elle fait ses courses, le territoire se recouvre d'infrastructures

1. Documentaire *Un jour en France*, Arte France, janvier 2016.

2. *Ibid.*

3. Plus de 2 500 mètres carrés.

diverses. Lorsque apparaissent les premiers supermarchés, au début des années 1960, la France ne compte que 200 kilomètres d'autoroutes, un morceau de périphérie parisien, aucune autre rocade, pas le moindre rond-point ! Au début de l'année 2014, le réseau autoroutier français compte 148 autoroutes, soit 9 048 kilomètres. La France inscrit dans la loi (loi Pasqua, 1998) que tout citoyen doit se trouver à moins de quarante-cinq minutes d'une entrée ou d'une sortie d'autoroute ! Des itinéraires de contournement des villes sont construits, le territoire se couvre d'échangeurs, de bretelles et de rocades.

Au sens de l'INSEE¹, les “aires urbaines” comprennent désormais les villes où se concentrent 10 000 emplois et plus, agrégeant les communes “rurales” avoisinantes qui dépendent d'elles pour l'emploi, à hauteur d'au moins 40 % de leur population active occupée. Cette définition révèle à quel point la ruralité n'est plus un espace structuré par la vie paysanne. Elle est désormais soumise à la domination et à l'ambition politiques des grandes villes, et même des petits pôles sur leurs couronnes respectives.

Qu'ils soient urbains, ruraux ou périurbains, les territoires sont tous également soumis à l'exigence de “compétitivité territoriale”. Dans cette doxa néolibérale, il s'agit pour un territoire de faire la preuve de sa capacité à valoriser son environnement, à agir ensemble, à créer des liens entre les secteurs d'activités afin d'attirer des investissements devenus plus volatils sous l'effet de la dévaluation des capitaux fixes du fordisme (usines, etc.). Le territoire n'est donc plus considéré comme un simple support passif de la croissance, il devient facteur de croissance et de compétitivité – une évolution loin d'être neutre puisqu'elle explique notamment le succès international des stratégies de développement urbain par l'attraction de

1. Institut national de la statistique et des études économiques.

la “classe créative”, supposée créer, par sa simple présence, de nouvelles activités *ad hoc*.

Dans cette mise en compétition généralisée, certains lieux sont hissés au sommet de la course aux enjeux, au détriment des autres. Les territoires perdants sont pensés comme des espaces de relégation auxquels il ne reste plus que l'accueil des infrastructures lourdes et polluantes. Cette organisation globale, protégée par un système juridique qui s'est peu à peu mis en place tant au niveau national qu'europpéen, explique la répartition actuelle des activités et des “grands projets inutiles et imposés”.

Cette polarisation géographique des activités se double d'une polarisation sociale. Du point de vue du marché du travail, le compromis fordiste qui indexait le salaire sur la productivité laisse place à une tendance à la bipolarisation de la main-d'œuvre, entre d'un côté “l'élite” des employés “intégrés”, qualifiés et mobiles, et de l'autre un précarariat qui se développe sous l'effet de la multiplication d'emplois faiblement qualifiés, interchangeables, mal rémunérés et massivement précarisés (temps partiel subi, horaires de travail fragmentés, contrats à durée déterminée, etc.). Entre ces deux pôles, les emplois intermédiaires restent nombreux et se différencient de multiples façons (selon le secteur d'activité, le statut, les conditions de travail, les qualifications requises, etc.). Cette recomposition du marché du travail, qui produit de nouvelles structures sociales, nourrit les processus de fragmentation de la ville postfordiste : les classes supérieures accèdent à la propriété privée, située dans des quartiers bien desservis avec des écoles réputées ; les catégories les plus précarisées sont contraintes de se replier sur l'offre la moins attractive (grands ensembles de logement social, lotissements standardisés périurbains) ou sont évincées en dehors des bassins d'emploi des métropoles, aux confins du monde rural.

Face à cette reconfiguration du territoire par la métropole et le projet néolibéral, plusieurs travaux de recherche montrent “comment

les États occidentaux ont peu à peu délaissé l'objectif de lutter par des mécanismes de redistribution spatiale contre le développement inégal de leur territoire pour se focaliser au contraire sur le renforcement des avantages des « territoires qui gagnent », c'est-à-dire des grandes métropoles mondialement connectées, en compétition pour l'accueil des cadres, des capitaux et des sièges de firmes opérant dans l'économie de la connaissance¹”.

État et capitalisme sont, selon Isabelle Stengers, liés par une sorte de “pacte asymétrique qui définit ce que, à chaque époque, l'État laisse faire au capitalisme et ce que le capitalisme fait faire à l'État. Avec le néolibéralisme, estime-t-elle, il y a eu redéfinition de ce pacte sous le signe de la dérégulation. Les politiques se sont défaits de tous les leviers qui leur permettaient d'agir au profit d'institutions non élues, apolitiques, au service de la croissance, de la compétitivité, de la libre circulation des capitaux, etc. L'État n'en disparaît pas pour autant, mais il devient notre contremaître, chargé d'éviter la panique, l'insoumission, la démobilisation. Les politiques se prétendent « responsables », mais ils le sont seulement de nous, de ce que nous restions « motivés »².”

Par ailleurs, l'échelle de l'État-nation semble de moins en moins ajustée aux enjeux écologiques actuels. Soit il paraît trop éloigné des problématiques propres à un territoire, et dans ce cas il tend à répondre par la violence ou par des actions univoques dictées par les groupes d'intérêts les plus puissants (comme à Sivens, Notre-Dame-des-Landes, etc.). Soit il paraît dépassé par la dimension globale de certains enjeux, et dans ce cas il tend à se murer derrière ses frontières ou à s'enliser dans de grands processus technocratiques aux résultats peu probants.

1. Marie Chabrol, Anaïs Collet, Matthieu Giroud, Lydie Launay, Max Rousseau, Hovig Ter Minassian, *Gentrifications*, Amsterdam, Paris, p. 54.

2. “La gauche a besoin de manière vitale que les gens pensent”, entretien avec Isabelle Stengers, *L'Humanité*, 15 juillet 2013.

On aurait donc d'un côté un État dépassé, bras droit de la Troïka¹, dont il n'y aurait plus grand-chose à attendre, et de l'autre des expériences locales qui se multiplient sur le territoire mais qui ne parviennent pas à dépasser un certain seuil politique.

Autrement dit, "quelque chose manque", pour employer la formule de Bertolt Brecht reprise par Ernst Bloch. Le projet écologiste est mobilisé par une grande diversité d'acteurs, politiques, institutionnels, industriels, militants ; il s'insinue dans le vocabulaire, légitime les modes d'action, crée de nouveaux objets communs à différentes échelles, traverse les frontières sociales et géopolitiques. Mais, dans le même temps, il se révèle impuissant à transformer profondément le système économique, les structures de pouvoir et les modes de vie. Il fait même corps avec le système qu'il est censé subvertir. En quelque sorte, la société écologique n'a jamais été aussi proche et aussi éloignée de ses objectifs qu'aujourd'hui.

"Quelque chose manque" aussi pour parvenir à articuler le local et le global, à diffuser les expériences locales, multiples mais restreintes, à des collectifs sociaux plus vastes et plus consistants. Pour dépasser les vieilles antiennes du type "Agir local, penser global", la question pourrait se formuler ainsi : comment faire du local un modèle de fonctionnement global et faire tenir ensemble les espaces sociaux disparates et cloisonnés qui le composent ?

L'idée de ce livre est d'interroger la capacité de l'échelon municipal à jouer un rôle dans l'accélération des transformations écologiques, sociales et démocratiques que réclame le XXI^e siècle.

Que peut faire une mairie pour les grands enjeux de notre époque ? Quel peut être son rôle (impulsion, soutien, etc.) ? Quelles

1. La Troïka désigne les experts représentant la Commission européenne, la Banque centrale européenne et le Fonds monétaire international, chargés d'auditer la situation économique grecque, et notamment l'état de ses finances publiques dans le cadre de l'accord de refinancement négocié en mai 2010 et pendant toute la durée de validité de celui-ci. Ce nom désigne par extension les institutions imposant aux pays européens en difficulté une politique économique d'austérité.

interactions peut-on observer avec la société civile (participation, affrontement, etc.) et pour quels résultats ? Comment peut-elle contribuer au changement d'échelle ? En tant qu'institution, une mairie ne finit-elle pas toujours par normaliser une action dont elle s'empare et par la vider de sa charge transformatrice, voire subversive ? Les enjeux politiques et électifs n'exposent-ils pas toute alternative citoyenne au danger de la récupération politique ? Enfin, que faudrait-il changer pour rendre cet échelon plus satisfaisant et en faire un vecteur possible de transformation sociale ?

Si les récits sur les luttes et les alternatives locales foisonnent, mettant notamment en lumière la capacité de la société civile à s'auto-organiser, les municipalités apparaissent rarement comme des acteurs politiques prenant part aux transformations en cours. Au mieux constituent-elles le cadre territorial des actions menées, une sorte d'arrière-plan relativement neutre délivrant les autorisations nécessaires mais regardant se déployer les alternatives avec un œil lointain, voire méfiant. Au pire, elles s'opposent aux luttes et projets engagés pour des raisons électoralistes et politiques.

Il faut dire qu'en France, les municipalités sont encore largement les créatures de l'État. Elles sont beaucoup plus soumises à son contrôle direct que dans d'autres pays où la tradition centralisatrice est moins forte. L'empilement de nouvelles collectivités territoriales à la suite du mouvement de décentralisation initié au début des années 1980 – régions, métropoles, pôles d'excellence, communautés de communes, etc. – a eu tendance à amplifier cette ancienne démocratie de délégation de l'État centralisé en multipliant les notables locaux. L'école de Michel Crozier¹ avait analysé dès l'époque fordienne cette technique du pouvoir de l'État démocratique qui savait négocier avec

1. Pierre Grémion, *Le Pouvoir périphérique. Bureaucrates et notables dans le système politique français*, Seuil, Paris, 1976.

les “notables” locaux la toute-puissance de son administration territoriale. Il n’y a donc parfois qu’une question de degré entre l’État et la municipalité.

Par ailleurs, l’échelon municipal, en tant qu’objet d’étude, se dérobe tant il est le produit d’un contexte particulier, à la fois historique, sociologique, politique, économique et géographique. Car, si les 36 000 communes françaises partagent un cadre juridique unique en s’inscrivant dans le régime de la démocratie représentative, elles présentent à n’en pas douter des situations extrêmement variées.

En ce cas, quels enseignements en tirer pour la pensée et l’action ? Ne risque-t-on pas d’être enfermé dans ce caractère spécifique qui empêche toute généralisation ?

Nous faisons au contraire le pari que l’échelon municipal est intéressant par sa nature multiple et relativement plastique. Le fait qu’il n’y ait pas un récit unique ouvre la promesse de trajectoires diverses, comme autant de lignes de fuite, mais aussi d’impasses à documenter, critiquer, interroger pour l’action et la pensée. Par ailleurs, la proximité de cet échelon avec l’habitant, et sa relative accessibilité, renforce la possibilité d’influer sur sa forme et le contenu qu’il peut proposer.

Cette intuition municipaliste nous semble d’autant plus précieuse qu’elle permet de se réapproprier une histoire que nous connaissons pour une part, et qu’on a oublié de nous raconter pour une autre part.

Nous savons tous que la démocratie est née dans l’antique cité athénienne, vers le milieu du v^e siècle avant l’ère chrétienne. Pour Aristote, la politique signifiait à l’origine “démocratie directe”, le mot “politique” lui-même dérivant de *polis*, terme grec (souvent mal traduit par “cité-État”) désignant la dimension participative et publique d’une communauté.

Entre le VIII^e et le V^e siècle avant notre ère, les hommes d'Athènes et leurs porte-parole tels que Solon, Clisthène et Périclès (trois renégats de l'aristocratie) démembrement graduellement le système féodal traditionnel, qui existait depuis le temps d'Homère, et créèrent des institutions qui ouvraient la vie publique à tous les hommes adultes d'Athènes. Le pouvoir cessa d'être la prérogative d'une petite caste aristocratique et devint plutôt l'activité du citoyen. À son apogée, le corps public d'Athènes comprenait probablement quelque 40 000 citoyens adultes de sexe masculin. (Malheureusement, il excluait de toute participation politique les femmes, les esclaves et les résidents étrangers, parmi lesquels figurait Aristote lui-même.)

En 508 av. J.-C., Clisthène créa notamment le "dème", c'est-à-dire la circonscription administrative de base de la vie civique athénienne. Il remplaça les anciennes structures politiques, fondées sur la richesse et les groupes familiaux, par un système de division territoriale permettant d'étendre la participation populaire. Cette réforme visait notamment à contrer le pouvoir de classe des élites et des clans. Les dèmes représentaient des quartiers ou des villages, qui étaient regroupés en trittyes, puis en tribus qui formaient enfin la cité (*polis*). La fonction du dème était triple, explique Jonathan Durand Folco¹ : "1) organiser le territoire politique de la cité en reliant la ville, l'intérieur et la côte ; 2) assurer l'autogestion des services locaux et former les citoyens aux pratiques d'autogouvernement ; 3) servir de base à la sélection des membres du Conseil des Cinq-Cents (*boulê*). Cette brève présentation permet de tirer deux constats. D'une part, l'unité démocratique de base n'est pas l'État, ni même la ville, mais le milieu de vie ou le voisinage, lequel permet de préparer les individus à participer directement à l'exercice du pouvoir politique au sein de l'assemblée citoyenne (*ekklèsia*). D'autre part, le mécanisme de sélection des membres de la *boulê* n'était pas basé sur le

1. Jonathan Durand Folco, *À nous la ville ! Traité de municipalisme*, Écosociété, Montréal, 2017, p. 97-98.

vote mais sur le tirage au sort (parmi une banque de volontaires). Ainsi, la démocratie athénienne n'était pas fondée sur le principe de représentation, mais sur l'idée de rotation des charges et de la participation citoyenne directe aux affaires publiques."

La conception de la vie politique de l'Athènes antique était ainsi différente de celle que nous connaissons aujourd'hui, dans nos "démocraties" occidentales. Considérant les hommes adultes comme des êtres intrinsèquement politiques, les Athéniens pensaient qu'il est dans leur nature même de socialiser les uns avec les autres pour organiser et gérer leur vie communautaire. Leur épanouissement et leur accomplissement en tant qu'hommes passaient par leur participation à la vie communautaire organisée.

Ils maintenaient ainsi un système d'autogouvernement au caractère amateur délibéré. Ses institutions – particulièrement les réunions quasi hebdomadaires de l'assemblée des citoyens et le système judiciaire aux énormes jurys – rendaient possible une participation politique générale et continue.

La démocratie directe d'Athènes déclina dans la foulée de la guerre du Péloponnèse. Sous l'Empire romain et après, l'idée de démocratie directe devint de plus en plus mal vue parce qu'on en fit l'équivalent du "règne de la populace", surtout dans les écrits des théoriciens et des auteurs au service d'un maître impérial, royal ou ecclésiastique.

Mais la notion de la politique comme autogestion populaire ne s'est jamais totalement éteinte : l'idée et sa réalité ont persisté pendant les siècles qui séparent ces époques de la nôtre. Si l'on connaît bien la genèse de l'idée démocratique, on nous enseigne rarement que, dans l'Europe médiévale, des milliers de villages fonctionnaient de manière autogérée, sous la forme de communautés d'habitants. Ces derniers se rassemblaient dix à quinze fois par an, dans des assemblées, pour gérer les communs : les troupeaux, les champs, les puits, les sentiers, etc. Les seigneurs, eux, faisaient la guerre, la chasse, des bals, prélevaient l'impôt mais ne se préoccupaient pas de santé, d'éducation, d'entretien des communs, etc. Tout cela était géré

directement par les habitants, si bien que s'organiser, délibérer, parler ensemble des affaires communes, sans qu'il y ait de chef, étaient des pratiques largement répandues à l'époque. Et c'est d'ailleurs contre les seigneurs que se sont soulevées les communes médiévales.

Évidemment, les papes, les princes, les rois ont souvent surimposé des structures de pouvoir mais, à l'échelon local, les gens ont contrôlé une grande partie de leur vie communautaire jusque tard dans l'ère moderne¹.

Les discussions publiques quotidiennes bouillonnaient dans les parcs, au coin des rues, dans les écoles, les cafés, les clubs, partout où le hasard réunissait les gens. Bien des petites places dans les villes de l'Antiquité, du Moyen Âge et de la Renaissance étaient des lieux où les citoyens s'assemblaient spontanément, discutaient de leurs problèmes et adoptaient une ligne de conduite. Ces cultures politiques vivantes touchaient aux aspects culturels autant qu'à ceux qui étaient purement politiques : elles s'accompagnaient de rituels civiques, de festivals, de célébrations et d'expressions partagées de joie et de deuil. Dans les villages, les villes, les quartiers et les cités, la participation politique était un processus autoformateur au sein duquel les citoyens, parce qu'ils étaient habilités à gérer leur communauté, développaient non seulement un fort esprit de corps politique, mais aussi une riche identité personnelle.

Avec la montée et la consolidation des États-nations, le pouvoir centralisé commença à étouffer cette participation publique, en assujettissant au contrôle de l'État les localités même éloignées et en mettant fin à l'autonomie dont elles avaient joui jusque-là. Au début, cette transformation fut menée au nom de monarques se réclamant du droit divin. Puis tout au long du XIX^e siècle les bâtisseurs des États républicains construisirent des institutions "représentatives" – les Parlements et les Congrès –, dissimulant leur nature élitiste,

1. L'histoire ne présente pas d'exemple de démocratie directe idéale. Tous les cas les plus notables, y compris celui de l'antique Athènes, sont gravement entachés d'un élément patriarcal et d'autres formes d'oppression.

paternaliste et coercitive sous un voile démocratique. Avec l'apparition de l'État-providence, le pouvoir de l'État s'est encore agrandi, s'arrogeant des fonctions sociales qui relevaient autrefois de la communauté elle-même.

Parallèlement, la destruction des *commons* avec l'enclosure des terres communales en Angleterre au XVI^e siècle, qui correspond à la montée en puissance du capitalisme et à la chasse aux sorcières¹, a jeté les paysans sans terre sur les routes et détruit systématiquement leur pouvoir d'agir et de penser, c'est-à-dire de poser les problèmes qui les concernaient collectivement. Les *commons* détruits, c'est une culture pratique de la vie ensemble qui a disparu, contribuant au déclin de villages autogérés.

Ce bref détour historique permet d'abord de rappeler que la proximité interpersonnelle favorisée par la ville ou le village et la rue, comme premier espace public, a été le ferment de la démocratie. Il rappelle également que les "communes" ont été pendant très longtemps gérées directement par les habitants eux-mêmes et qu'elles ont été par conséquent des lieux privilégiés pour l'exercice d'une démocratie directe (avec toutes les limites évoquées, et notamment la dimension relativement fermée de ce type de communautés).

Explorer la voie municipaliste, c'est aussi renouer un fil fragile avec des idéaux et des fragments de pensées ensevelis par le socialisme dominant qui, à la fin du XIX^e siècle, a triomphé de l'anarchisme et d'une pensée socialiste en rupture avec la centralisation étatique, voire l'État dans son ensemble, et le capitalisme. Évidemment, il ne s'agit pas de plaquer machinalement ces théories sur

1. Dans *Caliban et la sorcière. Femmes, corps et accumulation primitive* (Entremonde, Genève, 2014), Silvia Federici trace un parallèle entre l'appropriation du corps des femmes, la chasse aux sorcières, l'Inquisition, le développement du capitalisme et l'enclosure. Voir à cet égard l'entretien de Claire Féasson avec Silvia Federici, "Clôturer le corps des femmes", www.jefklak.org, 15 septembre 2015.

les enjeux du présent, mais bien de faire résonner les promesses inaccomplies du passé avec les nouvelles tendances municipalistes qui semblent se dessiner sous nos yeux aujourd'hui.

Ainsi, dans ses ouvrages *La Conquête du pain* (1892) et *L'Entraide, un facteur de l'évolution* (1902), le communiste libertaire Pierre Kropotkine imagine la société structurée sur la base de communes autogérées et autosuffisantes, permettant le traitement des problèmes locaux à une échelle humaine (nourriture, logement, transport, etc.).

Sa pensée fut profondément marquée par l'expérience de la Commune de Paris de 1871, dans le sens, entre autres, où elle l'amena à "reconsidérer l'échelle et la texture de nos modes de vie". Il imagine notamment la construction d'une autosuffisance agricole à l'échelle régionale par l'emploi de méthodes horticoles intensives dans tout le département de la Seine et de la Seine-et-Oise. Il y voit une manière de résoudre les problèmes d'approvisionnement de la capitale et de soutenir les transformations sociales requises par la Commune. Dans son plan, "tous les grands parcs de Paris, mais surtout les domaines de l'aristocratie, les grandes réserves de chasse de Rambouillet et au-delà, les forêts et les terres des châteaux, sont expropriés et consacrés à des potagers à haut rendement".

Dans son travail de recherche, Kropotkine montre aussi un intérêt particulier pour l'étude des communes médiévales autogérées : "Avec une unanimité qui semble presque incompréhensible, et qui pendant longtemps ne fut pas comprise par les historiens, les agglomérations urbaines de toutes sortes, et jusqu'aux plus petits bourgs, commencèrent à secouer le joug de leurs maîtres spirituels et temporels. Le village fortifié se souleva contre le château du seigneur [...]. Le mouvement s'étendit de place en place, entraînant toutes les villes de l'Europe, et en moins de cent ans des cités

1. Kristin Ross, *L'Imaginaire de la Commune*, La Fabrique éditions, Paris, 2015, p. 151.

2. *Ibid.*, p. 88.

libres étaient créées [...]. Partout avait lieu la même révolte, avec les mêmes manifestations, passant par les mêmes phases, menant aux mêmes résultats. Partout où les hommes trouvaient ou espéraient trouver quelque protection derrière les murs de leur ville, ils instituaient leurs « conjurations », leurs « fraternités », leurs « amitiés », unis dans une idée commune, et marchant hardiment vers une nouvelle vie d'appui mutuel et de liberté.”

Kropotkine présente ici une vision quelque peu romancée des luttes sociales de l'époque. Il montrera, dans d'autres ouvrages, que si la commune médiévale s'opposait aux seigneurs, elle ne s'opposait pas aux marchands bourgeois en son sein, qui étaient occupés à amasser les richesses de la ville pour eux-mêmes.

Par ailleurs, la commune moderne se devait, à ses yeux, d'être une société ouverte, conformément à sa vision internationaliste : “La Commune du Moyen Âge cherchait à se circonscrire dans ses murs ; celle du XIX^e siècle cherche à s'étendre, à s'universaliser. À la place des privilèges communaux, elle a mis la solidarité humaine. La Commune du Moyen Âge pouvait se parquer dans ses murs et, jusqu'à un certain point, s'isoler de ses voisins. [...] Quelle différence avec les groupes qui se formeraient aujourd'hui ! Une petite Commune ne pourrait vivre huit jours sans être obligée par la force des choses de se mettre en relations suivies avec les centres industriels, commerciaux, artistiques, et ces centres, à leur tour, sentiraient le besoin d'ouvrir leurs portes toutes grandes aux habitants des villages voisins, des communes environnantes et des cités lointaines².”

Pour gérer des territoires plus vastes, Kropotkine imagine l'association fédérale de ces communes à divers échelons, suivant le

1. Citation tirée d'*À nous la ville ! Traité de municipalisme*, op. cit., p. 99. Elle est issue de Pierre Kropotkine, *L'Entraide. Un facteur de l'évolution*, Écosociété, Montréal, 2001, p. 215-216.

2. Pierre Kropotkine, “La Commune”, in *Paroles d'un révolté*, C. Marpon et F. Flammarion, 1885.

schéma d'une organisation sociale décentralisée, fondée sur la coopération et l'interdépendance. Ce système fédéraliste permettrait ainsi de se passer d'État : "L'histoire n'est-elle pas là pour nous prouver que l'instinct de fédération est déjà devenu un des besoins les plus pressants de l'humanité ? Il suffit qu'un jour l'État se trouve désorganisé pour une raison ou pour une autre, que la machine oppressive faiblisse dans ses fonctions, pour que les alliances libres naissent d'elles-mêmes. Souvenons-nous des fédérations spontanées de la bourgeoisie armée pendant la Grande Révolution. Souvenons-nous de ces fédérations qui surgirent spontanément en Espagne et sauvèrent l'indépendance du pays, lorsque l'État était ébranlé jusque dans ses fondements par les armées conquérantes de Napoléon. Dès que l'État n'est plus à même d'imposer l'union forcée, l'union surgit d'elle-même, selon les besoins naturels¹."

Il convient enfin de noter que la notion de Commune utilisée par Kropotkine dépasse le cadre strictement administratif qui sera essentiellement le nôtre dans cet ouvrage. Pour autant, cette conception est intéressante car elle incite à penser autrement le territoire. "Pour nous, « Commune » n'est plus une agglomération territoriale ; c'est plutôt un nom générique, un synonyme de groupements d'égaux, ne connaissant ni frontières ni murailles. La Commune sociale cessera bien vite d'être un tout nettement défini. Chaque groupe de la Commune sera nécessairement attiré vers d'autres groupes similaires des autres Communes ; il se groupera, se fédérera avec eux par des liens tout au moins aussi solides que ceux qui le rattachent à ses concitadins, constituera une Commune d'intérêts dont les membres sont disséminés dans mille cités et villages²."

Autrement dit, le territoire de la Commune n'est pas réductible à une géographie administrative. Il n'est pas un *objet* que l'on trouve,

1. *Ibid.*

2. *Ibid.*

une donnée figée qu'il faudrait reprendre et transporter comme telle. Il serait davantage un construit humain et social, échappant ainsi à toute appréhension étatique et bureaucratique.

Dans les années 1960, le libertaire Murray Bookchin poursuit cette tradition de pensée en liant plus nettement encore l'écologie et le social avec l'exercice de la démocratie directe dans les municipalités. Il voit en celles-ci un échelon essentiel pour faire advenir une société authentiquement écologique qui implique, selon lui, un renversement radical de toutes les tendances ayant marqué le développement historique de nos sociétés modernes occidentales : concentration des ressources et des hommes dans des agglomérations et des entreprises industrielles gigantesques, divorce entre la ville et la campagne, transformation de la nature et des êtres humains en objets, étatisation et bureaucratisation de l'existence, etc. Pour y parvenir, nous dit-il, il faudrait décentraliser les villes et retrouver la tradition urbaine des anciens Grecs, celle de la cité que ses habitants peuvent comprendre et diriger. À son tour, il imagine un système politique dans lequel des institutions composées d'assemblées de citoyens remplaceraient l'État-nation par une confédération de communes libres et autogérées.

Explorer l'échelon municipal, c'est donc aussi régénérer un imaginaire politique oublié pour aller y chercher, dans un contexte radicalement nouveau, des outils et des pensées utiles à une réflexion centrée sur l'avènement d'une société écologique. Évoquer ces auteurs n'implique pas pour autant de devoir souscrire nécessairement à toute leur thèse. Par exemple, on ne peut exclure *a priori* qu'une société écologique doive impliquer un certain rôle de l'État, des pouvoirs publics ou des formes contrôlées de délégation.

Enfin, explorer l'échelon municipal en France, c'est nécessairement écouter les échos du renouveau municipaliste en Espagne.

En 2015, des femmes et des hommes ayant participé au mouvement des places de 2011 ont choisi de prendre d'assaut plusieurs mairies espagnoles pour continuer à faire vivre les idéaux du 15-M¹. Ainsi, quand d'autres ont choisi de continuer la lutte dans la rue ou dans les quartiers par de multiples initiatives, quand Podemos a fait le pari du niveau national, des citoyens et des militants ont choisi l'échelon municipal pour porter les revendications et les espoirs des habitants. Des dizaines de villes ont ainsi été remportées. On les appelle "les mairies rebelles" ou "les mairies du changement". Parmi elles Barcelone, Madrid, mais aussi des villes de plus petite taille en Galice ou en Catalogne.

À leur échelle, elles luttent contre l'austérité néolibérale et les expulsions immobilières. Elles freinent la massification touristique et la gentrification. Elles tentent de reprendre la main sur des services fondamentaux en essayant de remunicipaliser l'eau comme à Barcelone (bastion de la multinationale Suez) mais aussi les écoles, les crèches, la gestion des déchets et les centres de santé. Elles essaient de réinventer un autre rapport à la politique, en construisant un programme et des actions "par le bas" et en partageant pouvoir et responsabilités avec les habitants et les associations. Elles s'allient avec d'autres communes, en Espagne mais aussi en Europe, pour établir un rapport de forces avec les institutions européennes sur des sujets précis. Elles transgressent ainsi les frontières des États-nations, techniquement mais aussi géographiquement, par des politiques de coopération et acquièrent, même symboliquement, une plus grande autonomie.

1. Le 15-M fait référence au mouvement d'occupation des places, qui a débuté le 15 mai 2011 sur la Puerta del Sol à Madrid et qui s'est étendu à toute l'Espagne.

Je suis ainsi allé à la rencontre des maires et des habitants de différentes villes françaises, avec l'idée de rendre compte de leurs initiatives en matière écologique, sociale et démocratique.

Six villes de tailles diverses et qui occupent des positions très différentes sur le territoire ont été choisies par l'éditeur. Deux sont des villages en territoire rural : Puy-Saint-André (Hautes-Alpes) et Trémargat (Côtes-d'Armor). Deux sont des petites villes en zone périurbaine : Loos-en-Gohelle (Nord) et Ungersheim (Haut-Rhin). Deux sont des métropoles : Paris et Grenoble (Isère).

Évidemment, cet échantillon ne vise pas une représentativité statistique. Ce livre n'est pas un travail académique cherchant une objectivité scientifique. Il mélange une mise en récits de ce que j'ai pu observer sur le terrain à des entretiens avec les maires de chaque commune. Il s'est donc agi avant tout de raconter des expérimentations depuis là où elles ont lieu, sans exiger à l'avance qu'un sens politique puisse leur être imprimé.

Par ailleurs, je ne suis ni spécialiste des questions municipales, ni chercheur en sciences politiques, ni journaliste. Je ne dis pas cela pour me dédouaner de quelques manquements éventuels qui pourraient apparaître au lecteur, mais pour éclairer la démarche et la forme prise par ce livre où se côtoient de manière non hiérarchique le reportage, la pensée et l'exercice de l'entretien.

J'ai notamment souhaité, quand cela était possible, faire passer par l'écriture et l'agencement propre au récit une dimension sensible, en espérant toucher le lecteur et montrer ce que certaines expérimentations parvenaient, à mes yeux, à fabriquer sur les plans social et écologique. Je crois que la façon d'énoncer et d'articuler un récit, même descriptif, peut mettre en capacité d'agir et de penser. Je souscris ainsi à ce qu'énonce Bruno Latour dans son ouvrage *Face à Gaïa* : "Décrire, c'est alarmer, émouvoir, mettre en mouvement,

appeler à l'action¹.” J’espère que ces récits auront cette vertu-là, de provoquer quelque chose chez le lecteur, voire de déplacer son regard.

À la fin de chaque chapitre, j’ai rassemblé brièvement les principaux constats observés, comme autant de préludes à la conclusion finale. Celle-ci, relativement longue, confronte les observations de terrain à l’hypothèse municipaliste telle que définie ci-dessus. Elle a consisté notamment à repérer des différences, des esquisses, à exposer des situations dont certaines sont porteuses de bifurcations politiques, d’inventions qui demandent à être consolidées, propagées et reconduites ailleurs. D’autres, en revanche, peuvent constituer des impasses ou des solutions qui n’en sont pas.

Ce livre, qui est une commande des éditions Actes Sud, je l’ai pris comme une invitation à explorer une hypothèse. Un déplacement tout autant physique qu’intellectuel. Un cheminement parsemé de rencontres et de découvertes. La voie est désormais ouverte pour entamer le voyage.

1. Bruno Latour, *Face à Gaïa. Huit conférences sur le nouveau régime climatique*, La Découverte, coll. “Les Empêcheurs de penser en rond”, Paris, 2015, p. 38.

